

# Faut-il fermer les backrooms ?

**L**e débat «pour ou contre les backrooms» a été largement écarté en France. Probablement parce que la presse gay, dépendant largement du support publicitaire des annonceurs gays, n'a pas osé aborder le problème de front. La grande presse, elle, s'est emparée du sujet

de manière irrégulière : «Le Monde» et «Libération» ont simplement fait état du débat aux États-Unis sans oser le comparer à ce qui se passe en France. «Nova Magazine» a choisi, en revanche, de donner une image catastrophique pour voyeurs branchés de ce qui se passe dans les backrooms et saunas parisiens. En tout cas, contrairement aux États-Unis, peu de backrooms françaises ont été fermées depuis dix ans, soit par pression militante soit par obligation policière. Certains groupes, comme Pin'Aides à Aides, se sont efforcés de convaincre les établissements que capotes, gels et affiches de prévention devaient être disponibles à tous les niveaux. Mais il suffit d'aller dans certains saunas ou cinémas pornos pour vérifier que les capotes sont distribuées avec parcimonie et que les acteurs de prévention sont interdits à l'entrée. Certains propriétaires de bars de drague ont aussi l'impression qu'il suffit d'organiser une fois par an une soirée de soutien à une association de lutte contre le sida pour que le problème soit réglé.

Pourtant, le Syndicat National des Entreprises Gaies (SNEG) a signé le 1er décembre dernier une Charte de responsabilité, élaborée avec Act Up et Aides, qui établit les bases de l'engagement des établissements : «Fournir gratuitement à chaque client un préservatif et une dosette de gel lubrifiant. Afficher et mettre à disposition des clients et du personnel une documentation d'information la plus complète possible sur l'infection au VIH. Diffuser de préférence des vidéos pornos mettant en scène des pénétrations protégées, pratiquer un affichage spécifique dans les endroits obscurs de l'établissement et faciliter les actions de prévention.»

Pour l'instant, la charte est signée par vingt-sept établissements gay parisiens. Mais que faut-il faire face aux clubs qui ne font pas partie du SNEG ou ceux qui refusent d'accepter les recommandations des associations ?

N'est-il pas temps que la communauté fasse pression sur ces lieux afin qu'une véritable prévention soit imposée ? Lors de la dernière réunion entre SNEG et associations de lutte contre le sida, le 26 mars dernier, un premier bilan de la Charte de responsabilité a été établi. Sur les onze saunas parisiens, sept ont déjà signé la charte. En ce qui concerne les quinze bars/backrooms, dix l'ont approuvée.

Ce travail de prévention a donc permis de nouer des liens entre les établissements et les programmes de prévention. L'ensemble des établissements est par exemple particulièrement demandeur sur la formation du personnel. La situation semble beaucoup plus compliquée en ce qui concerne les établissements de province. Ce sont souvent les plus réfractaires à toute initiative de prévention. Soit ces clubs ne se considèrent pas gays (alors que l'activité sexuelle est bien là pour prouver le contraire) soit les directeurs prétendent que ce sont les clients eux-mêmes qui refusent tout programme de prévention. Dans certains établissements parisiens, comme La Luna, le geste de prévention était déjà présent (distribution de capotes et de gel). Néanmoins, d'autres clubs n'ont toujours pas commencé un travail de prévention ou de formation de leur personnel alors qu'ils ont signé la charte.

Éric Fleutelot d'Act Up-Paris pense qu'il s'agit désormais de convaincre ces directeurs d'établissement les uns après les autres. Si la prévention tarde à se mettre en place, les associations de lutte contre le sida auront alors plusieurs options : soit dénoncer publiquement dans la presse gay les clubs qui ne tiennent pas leurs engagements ou ceux qui refusent obstinément d'obtempérer, soit organiser des actions devant ces établissements, avec collage d'affiches et distribution de tracts aux clients. Aux États-Unis, une association, les Gay And Lesbian HIV Prevention Activists (GALHPA) a jeté l'an dernier le pavé dans la mare en dénonçant publiquement certains sex-clubs qui ne respectaient pas les mesures élémentaires d'hygiène ou de prévention (certains activistes s'inquiètent de plus en plus de la présence supposée de bacilles de tuberculose dans les backrooms). Non contents de ce premier coup, ils ont fait pression sur le maire de New York pour que plusieurs de ces clubs soient fermés. Du coup, une étrange guerre a été déclarée entre ceux qui prônent la liberté sexuelle sans entraves et ceux qui attendent de la communauté gay un comportement plus responsable face aux risques de transmission.

## Le syndrome du désespoir

Il existe pourtant une différence majeure : en 1984, on venait juste de comprendre que le VIH était un virus transmissible. En 1996, les modes de transmission sont beaucoup mieux connus. Ce qui a changé, c'est quinze ans d'hécatombe, de désespoir et de perte de confiance. De nombreuses études psychologiques montrent que les homosexuels, et les jeunes en particulier, développent ce qu'on pourrait appeler un «syndrome du désespoir». Ils ont grandi avec le sida, ont toujours eu des relations protégées, mais se sentent souvent frustrés de ne pas avoir bénéficié de la liberté sexuelle des années 70 et 80. Les gays plus âgés, eux, se rappellent très bien combien le sexe sans capote était plus satisfaisant. Progressivement, ils ont réussi à changer leurs habitudes sexuelles, parfois avec difficulté, mais ils l'ont fait. Aujourd'hui, ils se sentent découragés et rêvent d'une sexualité sans contraintes. Pire, la disparition causée par des dizaines de proches a développé chez eux un sentiment d'impuissance et de défaitisme. Séropositif ou séronégatif, le dilemme est le même pour tout le monde : comment maintenir une protection – la capote – que les campagnes institutionnelles se sont acharnées à érotiser et à faire passer pour drôle, «fun» et simple comme bonjour, alors qu'elle est une réelle restriction pour les comportements ?

## Un décalage entre peurs et pratiques

Ce débat pose à nouveau une question essentielle : qu'est-ce qu'un rapport non protégé ? Est-ce que les fellations font partie de ces pratiques ? Et les rapports bucco-anaux ? Sur ces questions, le milieu associatif et médical reste partagé. La fellation est potentiellement contaminante, non seulement pour le



Et si le relapse avait été (aussi) causé par Tchernobyl ?